

Le LIBERTAIRE est poursuivi !

GFP 3337
Juillet-Décembre 49 C

A la mairie du 14^e
comme à Prague
les cléricaux se préparent
à servir leurs nouveaux maîtres

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 188

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
VENDREDI 1^{er} JUILLET 1949

Le numéro : 10 francs

D'ABBEVILLE A PRAGUE

Le double Jeu des Eglises

catholique et stalinienne
ne doit plus tromper personne

ETTE année, le dialogue entre le passé et l'avenir a revêtu un caractère tragique. Dominée par les événements internationaux, faussée par les tactiques électorales qui imposent aux Partis dits de « gôche », des alliances contre nature, angoissée par les progrès rapides du catholicisme dit « progressiste », la pensée libre semble buter contre la certitude, paraît incapable de se déterminer, de déterminer l'adversaire, de définir la méthode de combat susceptible de caractériser la lutte contre l'oppression religieuse.

Qui pourra décrire l'impression de malaise qui pesait sur l'assemblée clairsemée réunie à Abbeville, lorsque les dirigeants de la « Libre Pensée » énonçaient, bien timidement et avec un luxe de précautions oratoires excessives à notre avis, la confusion que faisait peser sur les hommes, l'opportunité des partis dits de « gôche ».

Certes, le matin, Cottereau avait dénoncé le marché de dupes des politiciens s'accouquant avec un cléricat portant pour la circonstance le masque social, mais très rapidement et pour semble-t-il se faire pardonner par les puissantes organisations communistes cette indépendance, il s'emprassait de nous citer, pour nous rassurer, un entrefilet de l'« Humanité » perdu dans « la 3^e page », où il était question de la permanence de la lutte idéologique contre l'église. Nous estimions assez le secrétaire à la propagande de la « Libre Pensée » pour croire que son texte, qui n'a convaincu personne, l'aura lui-même laissé sceptique.

Il était réservé à Lorulot de faire la démarcation entre les bons (les gôches) et les mauvais (les cléricaux) et de lancer un appel à l'union des premiers contre tous les autres, en émailtant son discours de pointes timides contre des politiciens mal définis.

Tombant sur une assistance mélangée, réagissant à contre-sens, l'imprécision de la phrase semblait encore appartenir à la confusion des esprits.

A traditionnelle manifestation, destinée à commémorer le supplice du Chevalier de la Barre, jeune gentilhomme exécuté au XVIII^e siècle (le siècle des philosophes), pour avoir refusé de se détourner devant une procession, a revêtu, cette année, une signification particulière.

Tous les ans, sur les lieux mêmes où le crime de l'église fut perpétré, « La Libre Pensée » organise une manifestation destinée, non seulement à rappeler le farouche inspiré par le prêtre et exécuté par l'Autorité, mais encore de fixer les tâches qui incombent aux hommes libres pour protéger l'expression intégrale de la pensée et en sauvegarder ses diversités.

L'inconsistance des thèses officielles défendues par la « Libre pensée » reste un des signes les plus marquants du désarroi qui règne dans certains milieux d'avant-garde.

La « Libre pensée » a les yeux tournés du côté de Prague où l'église officielle semble « toucher des épaulas » et Lorulot soulignait, avec juste raison, que cette Eglise, gros propriétaire terrien,

par Maurice JOYEUX

est un élément d'exploitation des prolétaires. Mais ce qu'il ne semble pas avoir perçu, c'est que l'Etat tchèque ne lutte pas contre l'Eglise, mais contre « Une Eglise », celle qui a favorisé les dirigeants à qui il a succédé. Et qu'il mène cette lutte contre les alliés de ses prédecesseurs en favorisant « une autre Eglise » adorant les mêmes dieux que la première, défendant la même morale mais servant les nouveaux maîtres communistes, comme l'église traditionnelle avait servi le capitalisme. Ce qu'il ne semble pas voir, c'est que cette nouvelle Eglise, qui reconnaît l'autorité du Pape

dans le spirituel, s'apprête à justifier l'oppression stalinienne en échange de garanties matérielles.

Le prêtre sera de nouveau communiste. Il sera rétribué par l'Etat. Il revendra sa camelote au nom du « Socialisme » et il justifiera les camps de concentration, les exactions, par crainte, par cupidité, par calcul, par atavisme.

Et nous voudrions bien comprendre,

peuple une politique de « grandeur » et de « prestige ».

Si les ouvriers avaient été totalement libres de faire ce que bon leur semble,

par Pierre DUPRÉ

nul doute qu'ils auraient immédiatement abandonné la construction d'avions de guerre, nul doute qu'ils auraient orienté leurs efforts vers des œuvres de paix. J'ai parlé à des techniciens de la S.N.C.A.C. Ils m'ont tous dit que ces usines peuvent être immédiatement exploi-

tées pour la fabrication de charrues, de tracteurs, de frigidaires, etc... Ils m'ont dit également leur éccrément, leur déappointment de voir leurs efforts si mal

récompensés. Et j'ai pu lire dans leur regard toute leur fierté d'avoir sorti un « Cormoran » qui vole, excellentement malgré les affirmations du ridicule. Rameau qui vient tout d'un coup de se révéler aviateur !

(Suite page 2, col. 3.)

des chrétiens a permis la reconduite des accords de Latran ?

On demeure étonné devant tant de naïveté. Lorsque préconisant l'union de tous les républicains Lorulot ajoute : « Encore faut-il que les Alliés soient loyaux ! » On demeure confondu.

La loyauté éventuelle des alliés du citoyen Lorulot, on souhaite qu'il n'ait pas l'expérience.

Qu'il ne s'y trompe pas, si une « démocratie populaire » s'installe chez nous il risque lui-même de finir branqué à un plateau du Cours-la-Reine avec la perspective peut être réjouissante de voir le curé de la paroisse lui tenir compagnie, mais aussi avec la certitude d'être administré par un prêtre social sous le bras duquel le breviaire voisinera avec les œuvres du général Staline.

P.S. — Tous les libres-penseurs se sont d'accord avec moi pour reconnaître que l'on aurait pu terminer cette cérémonie par d'autres accents que ceux de la « Marseillaise ».

Sac au dos...
derrière Bénazet

par Emile VÉRAN

Secrétaire du Comité de Défense des Objecteurs.

O N ne peut laisser condamner indefiniment un homme pour un même délit. Il n'est pas besoin d'être pour l'objection de conscience, ni même pour les objecteurs pour comprendre cela.

Les objecteurs se suscitent tout seuls. César Bugany avait déjà fait 17 mois de prison quand nous avons connu son cas !

Une troisième condamnation vient de le frapper. Depuis novembre 1946, il est en prison.

A l'expiration de cette nouvelle condamnation se reposera pour lui le principe de l'incorporation de force. Ainsi de suite. Jusqu'à 49 ans. Voilà, dans l'état de la législation actuelle, à quoi expose une attitude de résistance active mais non violente à la violence et à la tyrannie. C'est dire que pour ce faire il faut joindre à la force de l'esprit une force de caractère peu commune.

Nous n'avons jamais cessé de peindre au plus noir possible le tableau exact, hélas ! des maux qui accablent les objecteurs pour décourager les relégués. Car les conseilleurs ne sont pas les payeurs. Et nous avons la démagogie en horreur.

La loi, chère à Bénazet, n'avait jusqu'à présent qu'une dérogation : celle de l'inaptitude physique. Aucune pour inaptitude morale ou de vocation.

On ne mesure que les corps. Non les âmes ! Donc l'objecteur sera réformé que lorsque son état de santé aura été miné à point par de longues détentions successives. Quand il présentera une suffisante objection cardiaque, ou

(Suite page 2, col. 3.)

Contre les atrocités d'Indochine boycott des armes

LA « grande » presse s'est tout de même alarmée de la situation créée en Indochine par la France, ses banderilles, ses exploitants de caoutchouc et ses amoureux de gloire militaire. Elle a divulgué — après nous — le contenu de lettres envoyées par de jeunes recrues horrifiées au spectacle auquel elles assistent, de lettres d'officiers aussi qui voient se profiler en conclusion de cette exécutable guerre un nouveau Dunkerque.

L'Humanité, après avoir diffusé d'atroces et véridiques photographies, attaque le sinistre ministre « socialiste » des Colonies, Ramabouc, sous le prétexte que des Allemands et des repris de justice français servent à la Légion étrangère. A ses dires, c'est eux, et eux seuls, qui seraient responsables des hécatombes, des crimes et des Oradours au Viet-Nam. Comme s'il n'y avait que des Allemands et des repris de justice français dans le corps expéditionnaire. Comme s'il n'y avait pas d'Jeunesse communiste combattant là-bas, expédiés il y a un peu plus de deux ans par les Billoux, Thorez et Tillon, solidaires du Moutet déclencheur de répressions coloniales.

A la vérité, les Oradour ne sont pas le fait des seuls Allemands ou repris de justice français; dès qu'un homme, voire une femme, revêt la déroge militaire, il cesse d'être un homme ou une femme pour devenir une machine à tuer. Au début de la guerre 39-45, nous avons vu des villages lorrains frontaliers mis à sac par les troupes « françaises », des villages allemands de la Wardt brûlés et pillés; au cours des opérations de résistance, des crimes crapuleux s'accomplis; lors de l'occupation de l'Allemagne, en 1918 et aujourd'hui, des femmes violées et des innocents fusillés ou volés. Tout cela, sous le couvert de la civilisation en lutte contre la barbarie.

La guerre continue au Viet-Nam. Elle s'exaspère même depuis la tournée d'inspection d'un général au nom prédestiné. On expédie des renforts, on râcle les fonds de tiroirs, on lève de nouveaux impôts pour payer les notes salées des fantoches féodaux aux ordres. On fait appel aux U.S.A. pour ne pas perdre définitivement la face...

Et nul, hormis quelques individualités et quelques groupes, ne proteste EFFECTIVEMENT. Il fut un temps où des grèves étaient pour faire cesser les tueries coloniales. Il fut un temps où les organisations syndicales se refusaient à laisser fabriquer des engins de mort. Qu'attendent, aujourd'hui, les ouvriers pour « boycotter les envois d'armes au corps expéditionnaire et exiger son retrait », pour exiger la transformation des industries de guerre en industries de paix ? Vont-ils, comme en 1936 pour l'Espagne, participer au crime indochinois contre la liberté ?

Pour arrêter la guerre au Viet-Nam, point ne suffit de traiter avec Ho Chi Minh ou Bao Dai, il faut exiger le retrait du corps expéditionnaire. Le reste ne regarde que les Indochinois.



FÉDÉRALISTES, est-ce cela que vous avez voulu ?

L'article de notre ami Fontaine, concernant « Principes du Fédéralisme » de Robert Aron et Alexandre Marc ayant suscité une importante correspondance, il nous a paru intéressant de publier cette semaine ces lignes d'un de nos sympathisants fédéralistes, concernant à la nécessité du fédéralisme libertaire.

La ratification du traité d'union douanière entre la France et l'Italie n'est pas encore soumise à l'Assemblée Nationale que déjà les intérêts mis en cause révèlent leur hostilité à cet accord. Plus ou moins avouables, ils ont du moins pour effet d'attirer l'attention sur les difficultés que rencontrera la réalisation de

par AIMERY

L'Union Économique Européenne, alors que le nombre des participants et la diversité des intérêts seront encore accrus.

On est alors en droit de se demander si certaines transformations de la structure économique des Etats à unir n'étaient pas préalablement nécessaires ou, à tout le moins, ne seraient pas réalisées simultanément avec l'unification.

Mais en dehors de cette question, qui peut paraître de pure doctrine, les fédéralistes de la première heure, lorsqu'ils voient le tour que prend la situation politique de l'Europe relativement à son unification, s'en posent une autre et celle-ci avec ardeur.

— Est-ce bien cela que nous avons voulu ? (Suite page 2, col. 1.)

LE " LIBERTAIRE " EST POURSUIVI !

Pour avoir défendu les mineurs, pour avoir protesté contre la condamnation de notre camarade Froget, le LIBERTAIRE est poursuivi, et son gérant passera en Correctionnelle le 15 Juillet prochain.

Le LIBERTAIRE, journal indépendant de tout bloc, de tout parti, de tout gouvernement, ne périra pas.

Le mauvais coup échouera. Le LIBERTAIRE est poursuivi pour avoir défendu les mineurs ! A leur tour, les mineurs, les travailleurs de la fonction publique, les métallos, les cheminots, les intellectuels, le bâtiment et tous les hommes qui veulent rester libres

DÉFENDRENT LE " LIBERTAIRE "

Formez des comités de défense de VOTRE journal. Alertez l'opinion publique !

La bataille du LIBERTAIRE,

c'est la bataille de tous les travailleurs.

RETENEZ CETTE DATE

10 JUILLET

Voir page 4

LES RÉFLEXES DU PASSANT



COUPEURS DE TÊTES

Tout ce qui porte livrée étant forcément honnête, c'est l'armée à qui est dévolu le rôle glorieux du maintenir sans tache l'honneur du pays tout entier. Aussi velle-t-on scrupuleusement à son règlement, ensemble fort complexe de lois innombrables, allant de la corvée des feuilles à la bombe d'Hiroshima, un passant passe le petit doigt sur la couture du pantalon, le salut au drapeau et l'art délicat de croiser la balonnette ; le tout étant la « FORME » d'où suinte l'honneur comme le jus de la fosse, il convient d'y faire très attention.

Aussi un émoi considérable s'est-il emparé de tous les patriotes lorsque les journaux nous ont appris que les soldats français se déclarent à peine bons enfants et des femmes et illuminer l'Indochine d'une multitude d'Orage. Qui ! Coupeurs de têtes ! Des soldats français ! Des soldats français n'auraient pas respecté la forme ! Calomnie ! Abominable calomnie ! Venger, le gouvernement se dresse et annonce des poursuites, l'honneur de l'armée ayant été souillé.

Nous connaissons maints B.O.F. que l'on cite en exemple, qui sont élus juge à quelque tribunal du commerce parce qu'ayant toujours scrupuleusement respecté les lois, ces bonnes lois démocratiques légalisant, que dis-je ? sanctifiant la prééminence du tirailleur sur les vils besoins des vieillards et des enfants.

Mais la caractéristique essentielle de l'honneur réside surtout dans son extraordinaire capacité à s'adapter à toutes les nécessités du civisme bien compris. Ainsi avions-nous : sang et honneur, honneur et drapeau et même honneur et police ! Jusqu'à présent l'honneur n'a pu encore aller plus bas.

OLIVE.

Fédéralisme

(Suite de la première page)

Bien que sachant quelle marchandise pouvait couvrir, entre autres, le pavillon du fédéralisme, ils ont voulu tenir l'expérience, assez confiants qu'ils étaient dans la haute valeur de l'idée fédérale.

Depuis le Congrès de La Haye, qui marqua le début des réalisations pratiques du Mouvement « fédéraliste » européen, l'Europe occidentale se constitue certes, mais sur des bases qu'on n'eût jamais osé nous proposer.

Le Plan Marshall distribue à bon escient le nerf de la guerre.

L'Etat-Major européen est installé à Fontainebleau.

L'O.E.C.E. est désignée d'ores et déjà comme l'organisme de coordination de l'économie européenne après 1952, lorsque le Plan Marshall aura cessé d'avoir une existence légale.

Les Comités des Cinq, des Seize, des Dix-huit s'agissent à qui mieux mieux, non sans quelques tiraillements. On voit même l'Australie venir à la rescoupe de l'Europe.

Tout ceci n'est pas fait pour nous surprendre, car nous n'étions pas sans avoir remarqué une certaine inquiétude chez tels propagandistes du fédéralisme européen, « épouvantés » de la

Fédération Anarchiste

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

PARIS

Cycle de Conférences du Groupe Sacco et Vanzetti

Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor

Jeudi 30 juin, 20 h. 45

CONFERENCE EN ANGLAIS

par TONY WELSH

ART ET SEXUALITE

Vendredi 1^{er} juillet

L'ANARCHISME, SON EVOLUTION MODERNE

par FONTAINE

*

Groupe de Boulogne-Billancourt

RIEN NE VA PLUS...

...Dans le cadre de la société actuelle C'est ce que développera Hemel QUE FAIRE ?...

Pour remédier à cet état de fait, il y a des solutions qu'vous apportera FONTAINE

Le vendredi 8 juillet 1949

à 20 h. 30

Salle de l'Ancienne Justice de Paix 83, bd J.-Jaurès, Boulogne-Billancourt

Métro Marcel-Sembat

Conférences-Débats

2^e Région

Groupe Louise Michel (18^e) Jeudi 7 juillet, à 20 h. 30, rue Léon (à l'Olympic), métro Château-Rouge ou Barbès. Sujet : Le Syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui. Orateur : Suzy Chevet.

*

TOULOUSE. — Cours de propagande du professeur Lyg : Mercredi 6 juillet, à 21 h. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg. Sujet à étudier : « Les lois de la Cité sont-elles une limitation ou une condition de la Liberté ? ». Les sympathisants y sont cordialement invités.

10^e REGION

TOULOUSE. — Cours de propagande du professeur Lyg : Mercredi 6 juillet, à 21 h. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg. Sujet à étudier : « Les lois de la Cité sont-elles une limitation ou une condition de la Liberté ? ». Les sympathisants y sont cordialement invités.

2^e REGION
INTERGROUPE
BANLIEUE OUEST
AVIS

La sortie champêtre projetée pour le dimanche 10 juillet à la forêt de Saint-Cucufa n'aura pas lieu. Par contre, les camarades sont invités à la sortie champêtre organisée par la région à Achères à la même date. Pour le lieu de rendez-vous, se reporter aux indications du « Libertaire ». Les responsables des groupes se réuniront toutefois le matin à 10 heures au lieu indiqué, pour tenir leur réunion mensuelle.

LE PROBLEME DE L'AVIATION

(Suite de la première page.)

La joie de créer, la conscience professionnelle, l'amour du métier, la volonté de réussir de ces hommes ont été exploités à des fins de destruction, la S.N.A.C. ne construisant pour ainsi dire que des engins de guerre.

Ces hommes ne comprennent plus. Nous allons, pour eux surtout, poser le problème sous son vrai jour. Mais, auparavant, il nous faut mettre les choses au point et surtout stigmatiser un gouvernement totalement asservi aux U.S.A.

Les impératifs politiques et militaires

L'armée de l'air compte 65.000 hommes et pas d'avions. D'autre part, on va fermer les usines d'aviation. Paradoxe, dira-t-on. Incrédule. Errer. La vérité est ailleurs et pour une fois le gouvernement est logique avec lui-même ; il poursuit sa politique de réarmement dans les conditions les meilleures tout en satisfaisant aux exigences américaines.

Organiser une puissante industrie aéronautique à proximité d'un événement ennemi, ainsi que le fait remarquer J. Argemard dans « Combat », est en effet incompatible avec la stratégie élémentaire ; il convient donc d'importer des avions de guerre, bien sûr des avions périmés comme le Vampire, par exemple, qui nous vient d'Angleterre, et qui suffiront grandement à une armée dont le rôle en tout état de cause ne peut être que de ralentir l'avance ennemie.

D'autre part, édifier une industrie aéronautique — qu'elle soit civile ou militaire — strictement française, c'est-à-dire dégagée de toute hypothèse politique ainsi que le voudraient les staliniens et le M.R.P. pour ne citer que ceux-là, est un projet qui relève de la plus haute fantaisie. Quelques chiffres vont le démontrer : La mise au point du seul « Constellation » appareil américain, a coûté 18 milliards, plus une vingtaine de mil-

liards pour les instruments d'essai indispensables, soufflerie moderne, etc... Le D.29, super-forteresse, nécessita sept années d'études et 1 milliard 400 millions d'heures de travail. Les prototypes du D.C.3 et D.C.4, ont effectué 6.000 heures de vol et ont parcouru 3 millions de kilomètres. Ajoutons qu'en 1944, les U.S.A. ont construit 96.000 appareils, ce qui constitue un formidable champ d'expériences (!).

Mais supposons que nous ayons des prototypes, notre outillage est-il suffisant pour en autoriser la sortie en grande ou même, en petite série ? On nous permettra d'en douter. Or nous n'avons pas de prototype et leur mise au point varient entre 5 à 8 années et coûtent les sommes astronomiques dont nous venons de donner quelques exemples, ceux qui exigent à leur tour une documentation.

Reste donc la solution de travailler sous licence étrangère, LICENCE FOURNIE GRATUITEMENT parce que concernant DES AVIONS DE GUERRE. Mais même là, et pour les raisons que nous avons vues, l'Amérique n'autorise jamais l'établissement d'une industrie moderne, sortant des types d'avions modernes, le tout à portée des Russes.

En ce qui concerne l'aviation civile, le problème est différent. Il y a à tout un domaine à proscrire : aviation postale, sanitaire, de recherche scientifique, de lutte contre les fléaux naturels. L'industrie aéronautique française étant à l'échelle de ces objectifs restreints mais indispensables, nos besoins peuvent être satisfaits. Et les travaillers alors bénéficient de l'aviation directement ou indirectement. Et il n'y a que cela qui compte.

La reconversion

Des la Libération, les politiciens de tout nuance se sont d'abord empressés de désarmer le peuple et de forger une armée qui actuellement absorbe plus de 50 % du budget, alors que les ruines accumulées sur notre sol et les quelque 500.000 tués existants, exigent le labeur d'une génération. D'autre part, l'infrastructure industrielle est restée à peu près ce qu'elle était il y a une vingtaine d'années et notre parc de machines-outils a en moyenne 50 ans. On voudrait, aujourd'hui comme hier, faire supporter la responsabilité de cet état de chose aux ouvriers. Les slogans chers à de Gaulle et à Thorez de « produire d'abord, revendiquer ensuite », « manches retroussées », etc..., n'avaient et n'ont d'autre but que de masquer la réalité et revivifier une économie usée à l'extrême par la rapacité d'un patronat protégé par les lois douanières.

Les travailleurs, nous le savons, doivent assez, n'ont pas à s'inquiéter du délabrement de l'économie française.

On ne leur a jamais demandé leur avis ; ils n'ont jamais bénéficié de la prospérité du patronat. Ils doivent donc se refuser à endosser la moindre des responsabilités ; mais comme toutes les risques existantes sont les fruits de leur

travail, en attendant mieux, qu'ils imposent leur volonté.

Il faut exiger du travail, il faut reconvertis les usines de guerre en usines de paix ». Et passer outre à toutes les pseudo-difficultés financières ou économiques, les contingences de la concurrence étrangère, le rétrécissement de la demande, etc.

Ces choses ne concernent pas les travailleurs. Puisque l'Etat peut entretenir une armée de 700.000 hommes, une police immobilière, des légions de parasites de toutes espèces, il doit pouvoir donner à l'industrie, nationalisée ou non, les moyens de travailler pour la reconstruction, pour la paix.

Et si l'on ne peut satisfaire ces nécessités vitales, il faut faire la preuve, une fois de plus et de son impuissance et de sa malhaise.

(II) Cette documentation a été puisée dans « Combat » du 24-25 juin 1949.

La Conférence des « Quatre »

ANTAGONISME POLITIQUE
ACCORD ÉCONOMIQUE

par Jean CLARI

La longue et monotone Conférence de Paris qui se solda par l'échec à peu près total d'un accord politique que a été dominé par deux facteurs économiques d'une importance capitale et dont il n'a pas été question, du moins officiellement : le premier, mesures de crise dues à une production apocynique aux U.S.A. et impérieux besoins d'exportation ; le second, paralyse de l'économie du « glacier » balkanique sous contrôle russe, pour des raisons exactement opposées.

Et c'est bien pourquoi, sur ce terrain, les uns comme les autres avaient un intérêt évident à conclure des accords permettant la reprise et l'intensification des échanges entre l'Est et l'Ouest.

Toutes les suppositions que l'on avait échafaudées avant l'ouverture des négociations, certitude d'une victoire politique américaine réussissant à imposer l'unification de l'Allemagne sur le modèle de Bonn, déroute profonde, toutes les craintes, également, suscitées par le rappel de Rappallo se sont effondrées. L'Allemagne, cœur du problème européen, reste dans le statu quo, et ce n'est pas l'accord sur l'Autriche — facilité par l'évitement du troisième larron, Tito — qui pourra donner le change quant à l'hostilité irréductible qui, aujourd'hui, comme hier, divise les deux impérialistes.

* * *

A la faveur de leur suprématie économique, les Américains avaient cru pouvoir imposer aux Soviets leur conception politique et grâce à leur organisation de la « Trizone », étendue à l'ensemble du territoire allemand, se rendant virtuellement maîtres de ce pays. Il n'en fut rien, Vichy ne céda pas à la conception américaine. Sans doute était-il certain que malgré les rodonnades de Truman, Acheson ne claquerait pas les portes et s'estimerait heureux d'un accord susceptible d'alléger une conjoncture économique, qui sans être encore très grave, esquisse des menaces dont il faut bien tenir compte. Là est le point faible de l'Amérique et l'on peut penser que sans cette hypothèse la Conférence eut tourné court dès les premiers jours.

L'Allemagne occidentale, surindustrialisée, surpeuplée, est coupée de ses débouchés naturels à l'Ouest. (N'oublions pas que ses exportations vers l'Europe orientale sont tombées de 90 % en 1948 par rapport à 1936.) Elle ne peut vivre normalement et souffre, à une échelle moindre, du même mal que les U.S.A.

D'autre part, le chômage commence à ronger sérieusement les pays d'obéissance américaine : France, Italie, Bénélux, Allemagne, éprouvent les premiers effets de l'asphyxie économique ; les débouchés se ferment les uns après les autres, justement à cause de ce chômage et aussi à cause de la concurrence provoquée dans certains domaines par le plan Marshall, soupçonné de sûreté des U.S.A., qui sont déjà accusés aux difficultés économiques qui provoquent cinq millions de chômeurs.

Les Russes, pour lutter contre leurs adversaires, avaient donc en main une arme de choix : refuser de se soumettre à tout accord économique que ne sanctionnerait pas un accord politique, c'est-à-dire imposer leur conception politique à la faveur de la faiblesse économique des « Occidentaux ». Il faut penser que leur situation est assez grave pour qu'ils n'aient pas exploité à fond cet avantage. Mieux : en isolant définitivement derrière le rideau de fer, ils pouvaient accélérer la décomposition du capitalisme et provoquer indirectement des troubles sociaux jouant en faveur des F.C. internationaux.

Peut-être ignore-t-il qu'il a été élevé à la dignité de critique. Chaque Français sait que si Bénazet est pour, il doit être contre ; et pour si Bénazet est contre.

Les Français, pour leurs prévisions météorologiques, avaient déjà le crâne de l'O.N.M. Ils en ont maintenant un autre qui leur permet de régler — infiniment — leur conduite.

Il faudrait en conclure que Bénazet, en voulant faire grand mal, aura fait grand bien.

Mais l'hypothèse même d'un remède certain doit être exclue. Elle serait un blasphème. Car nous pensons à tous les Georges Chevallier du monde, déserteurs de la cause des autres, héros-martyrs, victimes de tous les bourreaux, pour n'avoir jamais voulu déserter leur propre cause : celle de la justice de la paix et de la vie. Celle de l'humanité en marche avec tous ses pionniers, d'où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, pour des meillures destinées.

Constatons qu'encore une fois deux adversaires s'arment et se renforcent mutuellement, comme la France, par exemple, armait Hitler en lui livrant de la mitraille et de la baïonnette.

Ce fait peut être mis en évidence aisément, l'échec politique de la conférence de Paris ayant provoqué aux U.S.A. des réactions caractéristiques. C'est Acheson qui déclare que les U.S.A. pourraient leur politique de fermeté en Europe, c'est le sénateur démocrate Connally qui espère que le Pacte Atlantique sera rapidement ratifié ainsi que la promulgation d'un programme d'assistance militaire qui est toute la politique d'armement et ouverte qu'il se trouve renforcée. Et ceux qui craignent de voir disparaître sinon diminuer les espoirs d'une puissante aide militaire à l'Europe se réjouissent. La finance internationale également. Le voyage du financier Barucci en Europe — on sait qu'il poussera nécessairement jusqu'au Kremlin — ouvre à nouveau l'ère des bonnes affaires et des fructueuses combinaisons patriotiques.

LES COMPTES
DU COMPTOIR

Le référendum pour ou contre le rattachement à l'Inde a eu lieu à Chandernagor. Les résultats sont les suivants :

Pour le rattachement à l'Inde : 6.165.

Pour l'Union Française : 119.

Des commentaires sur la popularité de la France à Chandernagor semblent superflus.

LES BONNES HABITUDES

C'est une chance pour l'Autriche d'avoir un chancelier. Grâce au chancelier Figl les Autrichiens ne perdront pas l'habileté des uniformes. Après le départ des troupes d'occupation, ils auront leur propre armée. C'est ce que vient de déclarer Figl qui espère pouvoir commencer le 1^{er} septembre à mettre les godillots militaires dans les sacs tyroliens.

Cette arm

CULTURE ET RÉVOLUTION

Etat et organisation sociale

ETAT et organisation sociale sont deux choses dont la confusion fréquente a provoqué, de la part de certains écrivains et théoriciens anarchistes — Proudhon, Jean Grave, Kropotkin, Malatesta, etc... — des mises au point qui, malheureusement, n'ont été ni assez retenues, ni assez répétées. Mais c'est chez Bakounine que nous trouvons la distinction essentielle la plus fondamentale, d'où découlent toutes les autres. Il convient de reproduire les lignes où elle est établie, et dont l'exacte compréhension est aussi nécessaire à de nombreux adversaires qu'à un certain nombre de défenseurs de l'anarchisme :

« En approfondissant le sens de ces mots : *lois naturelles*, nous trouverons qu'ils excluent d'une manière absolue l'idée et la possibilité même d'un créateur, d'un ordonnateur et d'un législateur, parce que l'idée d'un législateur exclut d'une manière tout aussi absolue celle de *l'hérédité des lois aux choses* ; et du moment qu'une loi n'est pas inhérente aux choses qu'elle gouverne, elle est nécessairement, par rapport à ces choses, une loi arbitraire, c'est-à-dire fondée non sur leur propre nature, mais sur la pensée et la volonté du législateur. Par conséquent, toutes les lois qui émanent d'un législateur, soit divin, soit humain, soit individuel, soit collectif, et fait-il même nommé par le suffrage universel, sont des lois despotes, nécessairement étrangères aux hommes et aux choses qu'elles doivent diriger : ce ne sont pas des lois, mais des décrets auxquels on obéit, non par nécessité intérieure et par tendance naturelle, mais parce qu'on y est obligé par une force extérieure, soit divine, soit humaine, plutôt inconsciente que consciente, à laquelle l'hypocrisie humaine donne arbitrairement le nom de loi. »

Une loi n'est réellement une loi naturelle que lorsqu'elle est absolument inhérente aux choses qui la manifestent à notre esprit, que lorsqu'elle constitue leur propriété, leur propre nature plus ou moins déterminée et non la nature universelle et abstraite de je ne sais quelle substance divine ou d'une pensée absolue ; substance et pensée nécessairement extra-mondiales, surnaturelles et illogiques, parce que, si elles ne l'étaient pas, elles s'anniraient dans la réalité et dans la logique naturelle des choses. »

Il y a donc, pour Bakounine comme pour tout homme sensé, des lois naturelles, c'est-à-dire des « règles inévitables », comme dit le dictionnaire, imposées par le déterminisme cosmique, qui échappent à notre influence ; c'est-à-dire, dans le domaine humain, les impositions de la vie — satisfaire ses besoins et se livrer à toutes les activités nécessaires pour y parvenir — ; c'est-à-dire, dans le domaine social, individuel et collectif, l'établissement d'un comportement volontaire, mais moralement, intellectuellement, sentimentalement et physiquement obligatoire, qui devient une nécessité biologique — dont les premiers actes sont le travail et le respect de la personnalité d'autrui, c'est-à-dire, enfin, une façon particulière de vivre, de s'organiser, de se conduire, qui se modifient selon que se modifient les goûts, les besoins et la morale des hommes.

Toutes ces lois sont « inhérentes à la nature des choses », en sont l'émanation directe, l'expression, la synthèse ou la conséquence obligatoire. Elles sont ce que Bakounine appelle, en se plaçant au point de vue social humain, des lois naturelles, comme les normes qui régissent la vie d'une colonie de castors, de fourmis ou d'abeilles, sont aussi des lois naturelles. Et tant que la société humaine vit, se développe, s'organise, produit, distribue, consomme, agit d'après ce qu'elles inspirent ou suggèrent, elle se comporte d'une façon à peu près semblable, souvent absolument comparable à celle que réclament les libertaires.

Mais dès que les lois ne sont plus naturelles, c'est-à-dire l'expression des besoins et la simple orientation émanant de ces besoins et de la façon de les satisfaire, elles deviennent artificielles et fausses parce que, étant le résultat d'une organisation — dans ce cas, l'Etat — qui se situe au-dessus de la société, elles obéissent à la conception que l'Etat se fait de la société, qu'il tend à modeler plus selon sa nature et ses besoins que selon la nature et les besoins de la société même.

Telle est, essentiellement, la différence entre l'organisation de la société par elle-même, et l'organisation de la société par l'Etat.

On nous tient souvent ce raisonnement : il faudrait bien, dans votre société, des hommes, des bureaux chargés de coordonner la production, de distribuer les matières premières, les produits de l'agriculture et ceux issus

de différentes industries, ou qui seront à la tête des services publics, comme la poste ou les chemins de fer. Ces hommes, ces organismes constitueront un ensemble d'individus qualifiés, un appareil technique et administratif d'autant plus grand que les activités de la société seront plus nombreuses et plus importantes. Eh bien, cet appareil, voilà ce que nous appelons l'Etat.

Cette confusion vient de ce qu'on ne comprend pas la nature véritable de l'Etat.

Le Conseil d'Administration d'une compagnie non étatisée de chemins de fer, de mines, de navigation, d'aviation que nomme une assemblée d'actionnaires et à laquelle il doit rendre des comptes, devant laquelle il est responsable et qui lui fixe les limites de ses attributions, est-il un Etat ? Non,

par Gaston LEVAL

car il fait partie de la nature même de l'organisation qui le nomme, il ne s'en sépare pas, il ne constitue pas un organisme à part, une superstructure qui s'impose à l'organisme qui l'a nommée.

La commission directive d'une société de secours mutuels ou de bienfaisance, d'une institution internationale comme la Croix-Rouge, constitue-t-elle un Etat ? Non, car elle aussi est inhérente à la nature de l'organisme qui l'a nommée, et au sein duquel elle reste.

La commission directive d'une société sportive, d'une organisation culturelle, artistique ou scientifique, celle d'une coopérative, d'une fédération nationale de coopératives, celle de l'alliance coopérative internationale, qui compte aujourd'hui 143 millions d'adhérents et dont les activités matérielles sont colossales, constitue-t-elle un Etat ? Encore une fois, non, car, dans tous ces cas, elle fait partie intégrante de l'organisme qu'elle dirige et dont elle ne se sépare pas.

Enfin, la commission directive ou administrative d'un syndicat, d'une fédération syndicale, nationale ou internationale, constitue-t-elle un Etat ou quelque chose de comparable à un Etat ? Non, pour toutes les raisons que nous avons exposées dans les cas précédents.

Certes, dans tous ces cas, les organismes de direction, d'administration ou de coordination ainsi nommés ne sont pas, et ne seront jamais exempts de déviation autoritaire. Le goût de la domination est, lui aussi, inhérent à certaines natures humaines, et nous ne serons jamais assez en garde contre

ses méfaits. Mais il s'agit, quand il apparaît dans ces circonstances, d'une déviation, et non de l'exercice normal d'un principe établi. Et il sera toujours possible de réagir et d'éliminer ceux qui seraient tentés de vouloir agir autoritairement, car ils n'ont à leur disposition ni la possibilité de faire des lois, ni celle des les imposer par la police, la magistrature, l'armée, les camps de concentration et la privation absolue de travail et de pain.

Mais le gouvernement, tête de l'Etat, et l'Etat lui-même, sont tout autre chose. Ils constituent une excroissance multiforme qui fait partie de la société comme la plante parasitaire fait partie de l'arbre auquel elle s'est agrapée. Et le malheur est qu'elle peut s'étendre de façon illimitée et imposer sa volonté à l'arbre de vie qu'elle domine et qu'elle épouse en prétendant le servir.

Entre la conception libertaire de l'organisation sociale et la conception autoritaire, la différence est la même qu'entre les lois naturelles et celles dictées par le gouvernement et par l'Etat.

Nous sommes partisans de l'organisation naturelle, directe, et cela sur l'échelle petite ou grande que réclament les divers besoins sociaux. Nous n'ignorons pas que la complexité et la multiplication croissantes de ces besoins, aidées par le développement des moyens de transport, rendent les hommes solidaires à l'échelle planétaire, et que les problèmes économiques ne se présentent pas comme au moyen âge, ou seulement comme il y a cinquante ans. De plus en plus, l'organisation de la production, de la distribution, de la consommation, des transports, de l'hygiène, des services publics, des loisirs, déborde le cadre local et régional, devenant un fait d'ordre national, international et mondial. De plus en plus elle implique une coopération, et par conséquent une organisation universelle. Que l'on s'efforce, selon la conception que l'on a de la vie, d'échapper à cette organisation quand elle devient trop impersonnelle, et de se dédier à des activités où l'homme peut développer et cultiver le plus possible sa personnalité. Est une question à laquelle nous ne pouvons nous arrêter, car elle n'entre pas dans le but de cette étude.

L'important est que l'anarchisme ne repousse pas l'organisation en soi, qu'il ne soit pas la négation, mais l'affirmation d'une méthode et d'un principe de cohésion des activités, quelle qu'en soit l'échelle, imposée par la nécessité, et non par l'imagination capricieuse d'un théoricien.

LES ORDRES DU JOUR définitivement adoptés comportait quatre questions :

Education anarchiste

par Charles DEVANCON

LES anarchistes se sont toujours élevés contre la contrainte, les hiérarchies, une certaine discipline, la séparation des sexes, aussi bien que contre toute sujétion, dans quelque domaine que ce soit. A ce titre il se sont élevés contre les systèmes d'« éducation » où il n'est question que de dressage : école laïques, confessionnelles, scoute, etc... Certains même se prononcèrent contre l'éducation par la famille, comme aussi victime que les autres. Que proposent-ils ? Ils demandent tout simplement qu'au lieu de respecter des préjugés et des principes périmés qui ont fait leurs preuves défavorablement, on aille se renseigner sur la réalité, comme elle est définie par des études d'ordre scientifique.

Je signale que l'étude spécialisée ci-dessous est faite par un homme de science F. Contez, qui n'a probablement jamais entendu parler des principes anarchistes, qu'elle a été publiée dans « En France » une revue spécialisée de psychologie, pédagogie, neuro-psychiatrie et sociologie, dirigée par le professeur Henri Wallon du Collège de France et qu'elle est le tableau d'une école en plein activité et réussite.

1. Origine de la maison d'enfant. — L'aggravation par la guerre, du sort des jeunes, détresse physique (avitaminose, rachitisme, énervosité), déséquilibre psychique (par suite de rafles, bombardements, départs pour les S.T.O., inconduite au foyer et licence de la rue). D'une part. D'autre part, incomptence et routine des établissements existants (commerciaux, gouvernementaux, charitables et autres). Tous soumis à une tradition déficiente.

2. Le personnel. — Originaire des centres d'entraînement aux méthodes de pédagogie active. A la C.E.M.A., pas de discours, peu de théorie. Les stagiaires vivaient seulement quelque temps la même vie que les enfants et ceci quel que soit leur âge (équipes, dortoirs, mêmes gestes, mêmes activités, même horaire). On les aménait à passer de l'autre côté de la barricade. Les instructeurs encadraient le groupe comme les stagiaires auraient à le faire, leur enseignaient les techniques depuis le balayage rationnel jusqu'aux jeux dramatiques en passant par l'hygiène des dortoirs et la conduite de l'étude nature.

3. Discipline. — On admet ordinairement qu'ordre = discipline = contrainte. « Nous avons été très longs à réaliser » dit M. Contez « que l'enfant a naturellement le goût de l'organisation, qu'il peut apporter sa libre adhésion à une règle, qu'il sent la nécessité d'une discipline sociale. » « Ce n'est pas la possibilité du chahut qui nécessite le surveillement faire naître le chahut ». Suggestion perpétuelle. Position insoutenable, et pour

LES PAROLES S'ENVOIENT
LES ÉCRITS RESTENT
LISEZ LA BROCHURE

LEON JOUHAUX
Voici l'homme...

Comment la classe ouvrière française trahie, par son mentor, a été jetée dans la boucherie de 1914-1918.

Une page sombre d'histoire sur une trahison capitale.

Son prix de vente est fixé à 40 fr.
Franco : 55 fr.

ADRESSEZ TOUTES LES COMMANDES A JOULIN R. C.C.P. 5561-76
Par 15 brochures : 550
Par 25 brochures : 900
Par 50 brochures : 1.760
Franco

AVIS AUX SECRETAIRES DE GROUPES ET COMMISSIONS DE JEUNES

Au sujet de la circulaire concernant les camps de vacances, ce sont seulement les dortoirs qui sont réservés aux moins de trente ans. Pour les campers, pas de limite d'âge.

Les précurseurs de l'internationale anarchiste

1872 : LE CONGRES DE SAINT-IMIER

La proposition de tenir un Congrès international à Saint-Imier, le 15 septembre 1872, vient de l'initiative de la Fédération italienne. Il ne faut pas confondre la réunion qui fut tenue par la Fédération Jurassienne avec le Congrès International convoqué dans cette même ville. On pourrait le faire aisément, puisque c'est quelques heures avant l'ouverture de la réunion internationale que se tint le Congrès jurassien de Saint-Imier.

Invités en hâte, toutes les sections de la Fédération Jurassienne ne purent néanmoins être représentées; celles qui avaient répondu au Comité jurassien, seize délégués votèrent deux résolutions, après avoir entendu le rapport présenté par Adhémar Schwitzé

par Hem DAY

1. Attitude des Fédérations en présence des résolutions du Conseil de La Haye et du Conseil général.

2. Pacte d'Amitié, de Solidarité et de Défense mutuelle entre les Fédérations libres.

3. Nature de l'action politique du prolétariat.

4. Organisation de la résistance du travail, statistiques.

Les Commissions désignées pour présenter un rapport sur ces quatre questions rédigèrent quatre résolutions qui, adoptées à l'unanimité, devaient devenir pour l'avenir de l'Internationale d'une grande importance.

Voilà près de soixante-dix ans que furent publiées ces résolutions sous le titre : « Résolution du Congrès de l'Internationale », tenu à Saint-Imier le 15 septembre 1872, chez l'imprimeur G. Guillaume et Fils.

Jean Guillaume les reproduit dans son ouvrage « L'Internationale » : documents et souvenirs (1864-1878) en quatre volumes. Mais la brochure, comme l'ouvrage, sont devenus introuvables et beaucoup de militants anarchistes n'ont pas eu l'occasion de les lire. C'est pourquoi il nous a paru utile, au moment où se précisent de nouveaux efforts de reconstruction de l'Internationale Anarchiste, de mettre sous les yeux des nombreux ces résolutions afin qu'on puisse les méditer et s'en inspirer dans les actions à venir ou dans les résolutions à prendre. Relues et étudiées avec le recul du temps, elles peuvent servir d'indication, et le Mouvement Anarchiste se doit de tirer les enseignements que ces résolutions comportent. Dans leur rédaction laconique, elles synthétisent — pour l'époque — l'essentiel de la pensée libertaire et de l'action anti-autoritaire que doivent mener ceux qui se réclament de fédéralisme libertaire.

En se séparant, les délégués du Congrès émirent le vœu que se réunisse, « pas plus tard que dans six mois », un congrès international de toutes les fédérations et sections. Hélas ! ce projet ne fut pas réalisé.

PREMIERE RESOLUTION

(Attitude des Fédérations réunies au Congrès de Saint-Imier en présence des résolutions du Congrès de La Haye et du Conseil général)

Considérant que l'autonomie et l'indépendance des fédérations et sections

(A suivre.)

LIRE ET S'INSTRUIRE

Cette semaine vous pourrez lire...

P. BESNARD : Le Fédéralisme libertaire	20 »
C. A. BONTEMPS : L'Esprit libertaire	10 »
BARBEDETTE : Pour la justice économique	20 »
T. L. : La Laïcité	22 »
PAUL GILLE : La grande métamorphose	180 »
S. FAURE : Mon communisme	290 »
P. BESNARD : L'Ethique du syndicalisme	105 »
J. DUBOIN : L'économie distributive	570 »
J. BURNHAM : L'ère des organisateurs	90 »
M. YVON : Ce qu'est devenu la Révolution Russe	330 »
A. KOESTLER : Le zéro et l'infini	75 »
A. MARC : Avènement de la France ouvrière	230 »
I. METT : La Commune de Cronstadt	240 »
D. NAGUIB RIAD : Le bonheur intime	115 »
G. GIROUD : Cempuis	435 »
A. SERGENT : Je suis ce mauvais garçon	310 »
J. ALBERNY : Les coupables	140 »
F. PLANCHE : Louise Michel	210 »
J. VALLES : L'Enfant	180 »
— La Bachelier	140 »
— L'Insurgé	140 »
L. CAMPION : Le Petit Campion	115 »
HAN RYNER : La Tour des Peuples	310 »
HAECKEL : Histoire de la création	470 »
La Revue « Défense de l'Homme »	40 »
La Revue « Ce qu'il faut dire »	25 »

DEMANDEZ-NOUS NOTRE CATALOGUE LIBRAIRIE
(Envoi gratuit)

LOUIS HOUOTICO

ENCYCLOPÉDIE DES BEAUX-ARTS

Architecture — Sculpture — Peinture — Arts Décoratifs.
Cet ouvrage comprend :
Un dictionnaire des beaux-arts,
Une histoire générale des arts,
Un musée des beaux-arts,
Il est illustré de 130 planches hors texte et de 1.600 gravures dans le texte.
Deux volumes, Etat neuf, Franco : 5.800 fr.

Prise à ajouter 40 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé.
Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé.
Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145 quai de Valmy, Paris-Xe, O.O.P. 5561-76.</p

A BERLIN

les Cheminots ont été trahis

par ÉRIC ALBERT

APRES avoir utilisé la grève des cheminots berlinois à des fins de pression politique, les Américains l'ont trahi et se sont entendus avec les Russes pour l'éteindre. C'est peut-être la première fois que ces deux antagonistes scellent un accord sans réserve et en toute loyauté, des travailleurs se chargeant d'en assumer les frais.

La sauvage et sanglante répression des Soviétiques dès les premiers jours du mouvement, son exploitation sournoise par les Américains et leur volte-face ultérieure, enfin le recul des Russes et l'accord des premiers et des seconds consacrant la soumission des cheminots à leur commune volonté d'exploitation, éclaire symboliquement la conjoncture mondiale.

Lorsque les loups s'entendent les moutons n'ont qu'à se bien tenir.

Après cinq semaines d'une lutte magnifique et opiniâtre les cheminots berlinois reprennent le travail. Ligés contre eux, municipalité « démocratique » et soviétique, toutes les forces d'occupation, presse des deux bords et syndicalisme officiel, ils ont dû accepter les conditions imposées. Le coup de grâce a été porté par les très « libéraux » Américains qui ont donné l'ordre à Reuter, maire de Berlin occidental, de ne plus verser de secours de chômage aux grévistes. Acculés à la faim, nos vaillants camarades sont obligés de se soumettre ! Et l'on a vu les dirigeants de leur propre syndicat l'U.G.O., décreté la reprise du travail sans referendum, sans même consulter les délégués ouvriers ! Trahison partout, corruption partout.

À terme de l'accord imposé, les cheminots berlinois vont être payés à 100/0 en marks Clay. Ils ne demandaient que 75/0. Mais cette victoire est sinistrement assombrie par les échecs suivants : Les Russes sont en fait les gagnants de la partie, car, ainsi qu'ils l'avaient proposé, ils ne payeront que 60/0 du salaire, le solde, 40/0, devant être réglé par les « Occidentaux ».

D'autre part ils maintiennent la non-reconnaissance de l'U.G.O. parce que anticommuniste, ce qui est peu grave au fond, mais aussi et surtout triomphent en obtenant des Américains la non-réintégration de 2.500 cheminots licenciés pour délit d'opinion.

Plus grave encore est le manque pour ainsi dire total de garanties sérieuses contre toute représaille de la part des Soviets. Délibérément, leurs intérêts financiers étant en jeu, les Américains ont livré les cheminots, pieds et poings liés, aux Russes.

Cette grande grève, la plus longue depuis l'occupation de l'Allemagne, est lourde d'enseignements. Elle démontre tragiquement que le syndicalisme orienté vers l'un ou l'autre des impérialismes n'est qu'un piège mortel. Elle démontre aussi qu'une fraction de travailleurs isolés, sans soutien actif des autres corps de métier, ne peut se lancer sans danger dans un grand mouvement. Elle démontre que si la solidarité avait joué les cheminots berlinois auraient aisément imposé leur volonté, la grève générale étant une arme invincible. Elle démontre que les impérialismes ne considèrent le peuple, qu'il soit de Berlin ou d'ailleurs, qu'en tant que masse de manœuvre et le rejette, le trahit, l'exploite, le massacre même dès que la sauvegarde de leurs intérêts l'exigeant.

REVUE de la PRESSE syndicale

Si l'on peut dénoncer les fréquentes « contorsions » de la politique cégétiste, on ne peut certes pas faire ce reproche à Force Ouvrière où l'on est un tantinet conservateur.

Chacun se souvient de la campagne de la baisse qu'amorçait il y a plus d'un an, la centrale réformiste aidée brièvement dans cette fâche par la C.F.T.C. au sein du Cartel de la bâsse.

Cette politique — qui n'a en soi rien d'original — est restée depuis traditionnelle dans le syndicat de Jouhaux (le compère Tessier ayant plié le cartel pour flirter avec Frachon).

Bouzanquet fut l'un des promoteurs de cette campagne, n'en continuant pas moins à en être le plus acharné défenseur.

Sur le problème des salaires et des prix, notre Comité Confédéral National a confirmé la position de la C.G.T.-F.O., réaffirmant que le seul et véritable moyen de revitaliser la puissance d'achat des classes laborieuses consiste dans une baisse du coût de la vie.

Les faits, que chacun de nous peut désormais constater, viennent à l'appui de la thèse que depuis plus d'un an nous ne cessons de soutenir inlassablement.

La thèse soutenue par Bouzanquet s'est-elle confirmée dans les faits ? Est-ce à dire que la baisse des prix fut le résultat de l'action de F.O. ?

Les prothèses des socialistes s'avèrent-elles pertinentes ?

Ou bien alors la baisse — réalisée dans certains secteurs seulement — ne s'est-elle opérée que par l'intervention dans l'économie et la distribution d'éléments étrangers au syndicalisme (concurrence étrangère — saturation de certains marchés — abondance saisonnière, etc.) que n'avaient pas prévu le Conseil économique et le Cartel de la bâsse.

A ce sujet, dans la même centrale, le syndicat national des Ingénieurs et Cadres de la métallurgie F.O. ne semble pas adopter d'emblée les « thèses » de Bouzanquet et nous apparaît beaucoup plus objectif que celui-ci, lorsque, dans un article développant les solutions « pour sortir du marasme », il écrit :

En fait, les quelques baisses — compensées et au delà dans d'autres secteurs — n'ont été obtenues qu'au moyen d'un mécanisme autoritaire hérité de l'occupation nazie : le blocage des salaires.

De toute façon, il est certain qu'une baisse des prix — même substantielle — ne constituerait en rien un moyen susceptible de débarrasser définitivement la classe ouvrière des exploiteurs de toutes sortes — patrons, ministres et fauteuillards syndicaux.

L'anniversaire d'Oradour-sur-Glane devrait fournir à tous les exploitants de charniers à tous les revanchards verbeux — l'occasion de proférer une fois de plus des discours fidèles contre le peuple allemand « ennemi irréductible et éternel ». Monnousseau, Cégétiste et partant communiste patriote à l'occurrence) dirigea mieux que ne le fit de

Avant de partir en vacances, fournissez-vous en livres à la librairie du LIB.
Pour le voyage.
Pour vous distraire.
Pour vous instruire.

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. - 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. - 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse, joindre
20 francs et la dernière bande

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, Paris-10^e

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers -- La terre aux paysans

Chez les Cheminots

ALERTE AU FASCISME

Il s'agirait de savoir si les « cadres » de la S.N.C.F. ont des pouvoirs illimités et s'ils peuvent en toute quiétude faire régner leur dictature de la peur et de la force.

Evidemment les menaces et les sanctions de la pègre hiérarchique n'impressionnent pas les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes. Mais la dictature de la force fait courber l'échine à beaucoup de camarades du rail. Certains n'osent plus bouger de peur des sanctions. Aussi nous « maîtres » s'en donnent-ils à cœur joie contre les militants révolutionnaires.

Dans l'Orne, un de nos camarades s'est vu refouler à la visite médicale de commissionnement sous prétexte que sa vue est défaillante. Notre camarade se fit visiter par plusieurs oculistes qui lui reconnaissent une vue plus que parfaite. Ce qui n'empêche pas le service intéressé de faire un savant blocus contre ce camarade.

Un autre de nos compagnons s'est vu déplacé par mesure disciplinaire, sur décision du célèbre M. Ancelin, chef d'arrondissement de Saint-Lazare, parce qu'il avait distribué à la gare des Battignolles des tractages contre la guerre. M. Ancelin n'est sans doute pas pacifiste. Il fait partie de la caste qui approuve les réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du peuple. Par peur du stalinisme, organisé de main de maître et largement arrosé de kopecks. Elle oublie, cette F.O., que la C.G.T. est, elle aussi, contre la grève générale. Pas pour les mêmes motifs évidemment. Par peur de voir son système éclater, donc de perdre la direction de la production et la répartition en main, soit de réformes apportées au système économique actuel par une plus juste répartition des revenus du travail. Peur du peuple !... Lorsque la F.O. est contre la grève générale — et bien souvent contre toute grève — c'est par peur du